

Le déclin de la société de consommation vu sous l'angle helvétique

Autor(en): **Chevallaz, Georges-André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **50 (1992)**

Heft 1

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-140126>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LE DECLIN DE LA SOCIETE DE CONSOMMATION VU SOUS L'ANGLE HELVETIQUE

Georges-André CHEVALLAZ
ancien conseiller fédéral,
Epalinges

"L'individu recherche une époque tout agréable où il soit le plus libre et en même temps le plus aidé. Il la trouve vers le commencement de la fin d'un système social. Alors, entre l'ordre et le désordre, règne un moment délicieux. Tout le bien possible que procure l'arrangement des pouvoirs et des devoirs étant acquis, c'est maintenant que l'on peut jouir des premiers relâchements de ce système. Les institutions tiennent encore, elles sont grandes et imposantes mais sans que rien de visible soit altéré en elles, elles n'ont guère plus que cette belle présence. Leurs vertus se sont toutes produites, leur avenir est secrètement épuisé, leur caractère n'est plus sacré ou bien il n'est plus que sacré. La critique et le mépris les exténuent et les vident de toute valeur prochaine; c'est l'heure de la jouissance et de la consommation générale. Les secrets de l'Etat, les pudeurs particulières, les pensées inavouées, les songes longtemps réprimés, tout le fond des êtres surexcités, joyeusement désespérants sont produits et jetés à l'esprit public. Une flamme encore féérique, qui se développe en incendie, s'élève et court à la face du monde. Elle éclaire bizarrement la danse des principes et des ressources; les mœurs, les patrimoines fondent, les mystères et les trésors se font vapeurs, le respect se dissipe et toutes les chaînes s'amollissent dans cette ardeur de vie ou de mort qui va croître jusqu'au délire."

Paul Valéry, évoquant dans une préface aux "Lettres persanes" de Montesquieu le XVIII^{ème} siècle prérévolutionnaire, a décrit avec une éloquence poétique à laquelle je ne saurais atteindre, et dans l'intuition d'une lucidité prophétique, la situation qui est celle de notre pays et celle de l'Occident en général.

Les murs de pierre de taille du Palais fédéral, les statues écrasantes qui en dominent l'escalier intérieur, le dôme redondant qui couronne l'édifice donnent toute garantie de solidité.

Les institutions ronronnent, engourdissant à chaque scrutin populaire un plus grand nombre d'électeurs assoupis du sommeil du juste.

Le Parlement bourdonne tel un essaim de frelons tourbillonnant en quête d'une ruche à plein emploi, généreuse en miel.

L'administration baigne dans l'huile et s'y encrasse à l'occasion. Les cantons, inquiets de leurs responsabilités, se rassurent en appliquant les ordonnances de Berne, les sollicitant bien souvent pour les invoquer à leur décharge morale et financière, prêts à brader leur souveraineté comme Esäü son droit d'aînesse pour le plat de lentilles des subventions fédérales.

Le pays chemine apparemment dans une parfaite continuité politique; les quatre partis assumant ensemble la responsabilité du gouvernement détenaient, en 1947, 85% des sièges de l'Assemblée Fédérale. Ils en occupent aujourd'hui 75% et la répartition entre eux ne connaît que d'infimes variations dans une lente érosion.

Au Conseil Fédéral, 4 partis principaux sont, depuis 1959, représentés selon la formule dite magique. Il n'y a pas eu révolution car, amorcé déjà durant les années de crise de 1930 par la paix du travail, par les contrats collectifs entre partenaires atténuant les tensions sociales, renforcé surtout par la cohésion des années de guerre et la menace hitlérienne, c'est le régime de la concordance qui domine, malgré ses dissonances croissantes. Les socialistes ayant renoncé au schéma marxiste de la lutte des classes adhéraient loyalement, à l'époque, à la défense nationale.

Cette concordance, qui a maintenu la volonté d'indépendance durant la guerre mondiale, a permis sans trop de gesticulation politicienne une révolution silencieuse sans précédent. Les augures officiels, en 1945, annonçaient une stagnation économique sans espoir et préparaient un programme de travaux pour lutter contre le chômage inévitable, où la brouette devait éviter l'emploi des excavatrices. Or la Suisse, dans l'élan d'ailleurs d'une Europe occidentale libérée par les Anglo-américains et ranimée économiquement par le plan Marshall, a connu une croissance sans précédent, à une seule et petite dépression près, durant 45 ans.

Sans que des divergences fondamentales le déchirent, sans grand palabre idéologique, sans affrontement partisan de bêtes à cornes, le pays a su, durant ces quelque 40 ans, développer lentement mais sûrement sa solidarité sociale dans le cadre, favorable à l'expansion, d'une économie libérale. Il s'est doté d'un équipement énergétique et routier, il a renouvelé son appareil hospitalier, élargi et plus largement ouvert l'institution universitaire, développé la recherche, engagé timidement mais tout de même en avant-garde européenne la lutte pour la protection du milieu vital.

Le chômage a rarement dépassé 1% de la population active, chiffre le plus bas dans le contexte européen, tandis qu'il fallut recourir à des travailleurs étrangers pour près d'un quart de la main d'œuvre, un tiers du salariat industriel, proportion unique en Europe.

Apprécié, non à sa valeur de change, mais à son pouvoir d'achat, le produit national par habitant reste l'un des plus élevés. La place bancaire helvétique, en chiffres absolus, s'inscrit parmi les premiers investisseurs mondiaux.

Croissance sans précédent mais cela, paradoxalement, sans bouleverser, sans ébranler, sans effleurer les institutions politiques, dans une continuité sans rupture, dans le cadre et sur la lancée de la concordance des années de la deuxième guerre mondiale.

La croissance n'est pas seulement quantitative mais elle entraîne révolution, bouleversement profond des structures de la société, par là du genre de vie et, inévitablement, des mentalités et du comportement social. Il y a révolution dans la composition de la population par l'afflux massif de travailleurs étrangers. Il en résulta au début (on se souvient de l'initiative Schwarzenbach), bien qu'ils vissent de pays très proches de nous, quelques problèmes de cohabitation qui sont aujourd'hui dépassés et décantés. Le contin-

gement strict de l'immigration, en dépit des requêtes des employeurs, a facilité l'assimilation; surtout, et cela reste sa justification, ce contingentement a freiné la surchauffe économique, la surindustrialisation qui aurait fait de notre pays un Hong-Kong fragile au cœur de l'Europe. Donc une mesure malthusienne et non pas une mesure xénophobe.

Il en va différemment du problème des réfugiés propre à d'autres pays qu'au nôtre. Il est normal que l'on contigente cette immigration. Si nous ouvrons toutes grandes les portes sous le prétexte du refuge, ce sont au moins 3 ou 4 millions de gens mal nourris, mal rétribués qui auraient droit à s'installer dans notre pays avec la bénédiction de toutes les organisations que vous connaissez.

Profonde modification des structures économiques et sociales, nouvelle répartition du peuplement, autre aspect de cette révolution silencieuse. L'agriculture, tout en accroissant considérablement sa production grâce au travail, à la chimie et aux sélections génétiques, au point de poser de sérieux problèmes de surplus et de pollution, recule en 40 ans de 17 à 6% de la population active. L'industrie, dont un bon tiers de la main-d'œuvre est étrangère, a reculé de 46 à moins de 40% des emplois. Le tertiaire, l'ensemble des administrations et des services occupent largement plus de la moitié de la population active.

On est donc bien passé, sur le plan de l'emploi, d'une civilisation de producteurs, de travailleurs physiques, de travailleurs manuels, à une société de consommation, d'organisation et de distribution de cette consommation, d'une société de petits propriétaires ruraux et de petites entreprises artisanales à une société de grands domaines, de grandes entreprises, d'administrations boulimiques, d'employés et de fonctionnaires. On assiste au regroupement du domaine agricole comme à une évidente concentration de la fabrication, de la distribution et à l'extension des services publics.

En même temps, le caractère urbain de la population s'accroît au détriment du peuplement rural. Ce n'est toutefois pas la démesure des mégapoles de l'étranger, concentrant des millions d'habitants.

Il faut faire cette réserve en effet, d'une sensible déperdition de la population des villes-centres au profit de larges banlieues vertes, de centres commerciaux, d'ateliers et d'usines.

Il résulte de cette mutation intérieure un affaiblissement en ressources humaines et matérielles, en cadres, en poids politique aussi, des villes-centres. D'autre part, l'hybridation, si je puis dire, en de vastes banlieues d'une population mi-citadine, mi-rurale, pendulaire plus que sédentaire, redonne leur vitalité à des villages qui couraient sans elle à la dépopulation et à la marginalisation politique. Il y a ainsi, dans ce mixage de population rurale et urbaine à la fois, un élément de cohésion nouvelle plus qu'une aggravation des clivages entre villes et campagnes.

Ce bouleversement des conditions de travail, de résidence, de vie n'a pas manqué d'avoir son influence sur les mentalités, sur les comportements sociaux, sur les approches politiques. Les droits politiques sont enfin octroyés aux femmes, au terme d'un long combat qui s'étend entre la première victoire vaudoise en 1959 et la dernière imposée par

le Tribunal Fédéral en 1990 au canton d'Appenzell intérieur. L'égalité des droits est affirmée dans la Constitution en 1981 même si, semble-t-il, elle a peine à devenir pleine réalité. Il est résulté de cette promotion de la femme dans la vie civique, une sensibilité plus émotive dans l'appréciation politique.

Il y a révolution dans la communication et dans l'information. La télévision, dès les années 50, apporte partout sa documentation riche et diverse, ses films, ses émissions culturelles; son information instantanée et universelle agit par le flash rapide et direct, par un impact chargé d'émotion là où la presse écrite contraind à un effort d'approche critique et à la réflexion. Le caractère de monopole des grands médias, par concentration technique et financière, limite la pluralité d'expression, peut conduire à une mise en condition et à un dirigisme de l'information.

La presse écrite subit elle aussi, par osmose, la mutation. Il y a 50 ans, on lisait "La Feuille", "La Gazette", "Le Droit du Peuple" et c'étaient alors les sources d'informations essentielles. Une information très politisée, pluraliste mais encadrée pour chaque parti; chaque formation avait ce qu'on appelle un organe; l'article de fond se lisait et se méditait le soir à la veillée. Je doute qu'on soit encore capable de méditer longuement un article de fond. La lecture est devenue rapide et superficielle par l'habitude acquise des médias et de la télévision en particulier. S'astreindre à un long article est un effort difficile que n'accomplissent généralement que ceux qui sont obligés d'en écrire. Les derniers journaux politiques, les journaux de conviction, d'opinion marquée, disparaissent. Ils sont inrentables. L'information tend à un kaléidoscope de flash émotifs sans liaison cohérente. La presse devient de plus en plus une affaire commerciale, cherchant le nombre pour justifier la publicité qui la fait vivre. Plus vivante dans sa diversité, elle distrait, parfois déconcerte plus qu'elle ne convainc. Tirage exige, comme l'audimat de la télévision qui fait tomber les têtes de faible rendement commercial.

Il y a mutation générale : dans le cadre culturel, où la volonté de se singulariser et de décontenancer à tout prix peut conduire au défi de l'absurde. Dans la formation et l'éducation, où l'ouverture inflationnaire des études en dilue la valeur, prive les métiers et les fonctions de la vie courante de forces vives intelligentes. Certes, l'université s'est amplifiée, s'est élargie, s'est ouverte; elle s'est développée, aussi en spécialisation toujours plus sectorielle, de moins en moins généraliste, par là, de moins en moins soucieuse d'une philosophie, d'une synthèse, d'une réflexion humaniste.

Enfin, dans cette société de confort largement sécurisée, les encadrements traditionnels des temps d'efforts et de rigueur que nous avons vécus s'envolent les uns après les autres. Ceux, volatiles, de la famille, d'ailleurs malthusienne et démontable à volonté, ceux des églises perdant ou diversifiant leur emprise; affaiblissement du cadre politique, de moins en moins populaire, de moins en moins riche en personnalités, de plus en plus restreint en comités confidentiels finançant des campagnes publicitaires aux heures électorales mais n'intéressant guère plus de 30% des électeurs, d'ailleurs fort peu soucieux de philosophie politique. "Qu'est-ce que la liberté ?", "Qu'est-ce que la démocratie directe?". Je serais heureux de faire procéder à un sondage attentif de tous les citoyens helvétiques; ce sont des mots qui deviennent pour eux de plus en plus creux, de plus en plus vides. Ce

sont des banalités, des discours de cantine. Il faut un tempérament de rugbyman pour se lancer dans l'action politique. Il en reste encore quelques-uns, Dieu merci.

Une société différente, mal motivée, atomisée, désarticulée, se développe dans un monde en mouvement à la poursuite d'intérêts, de loisirs et de repères nouveaux, oscillant entre la revendication alimentaire et l'engouement pour les courants de masse, trépignant aux vociférations rythmées du rock et du rap ou à l'échange des balles de match. Une civilisation libérée de bien de ses ancrages, disponible, mobile, inquiète, à l'occasion, de ses propres dérapages, de la drogue et du sida, des menaces à la fois incertaines et graves pesant sur son environnement, des retombées tardivement conçues, tardivement parées d'une croissance mal contrôlée.

On vit ainsi successivement et concurremment la mort des forêts, les pluies acides, le trou de l'ozone, l'oxyde de carbone des rues passantes, la catastrophe objectivement inquiétante de Tchernobyl, le vagabondage de la radioactivité qui frappa les salades du Seeland et les poissons du lac de Lugano. L'équilibre est difficile entre les exigences primordiales du milieu vital et les nécessités d'une économie et d'une autarcie énergétique qui doivent se résoudre en termes de raison plutôt qu'en slogans passionnels.

Cette civilisation, qui a atteint les sommets de l'intelligence scientifique et technique, peut aussi se révéler à ses moments, et le pourra peut-être davantage encore, la civilisation irrationnelle de l'impulsion émotive des masses, des grandes peurs et des recours aux gourous. Elle a en tout cas peine à prendre conscience de ses problèmes, à en dégager une espérance et une volonté sereines, à situer notre pays dans l'Europe et dans le monde.

Paradoxalement, pour un petit pays sans ressources naturelles, à part ses paysages, cette mutation fondamentale, cette escalade de prospérité se sont accomplies dans l'isolement politique, en dehors de toute alliance diplomatique et militaire, dans le respect du statut de neutralité, c'est-à-dire de l'indépendance politique, sous la garantie d'une défense nationale efficace et dissuasive. Paradoxe apparent du moins; il est évident qu'en se tenant hors des conflits, un pays assure la continuité de son développement, la stabilité de ses institutions; lui reprochera-t-on de ne songer qu'à son intérêt ? Quelle est la puissance qui, engagée dans ses alliances et dans ses conflits, n'accorde pas la priorité absolue à ses intérêts, à son prestige national, à la défense ou à l'extension de son territoire, à son avantage, à sa suprématie économique, sans trop consulter ses alliés mineurs et sans trop de préoccupation pour leur sort ?

La neutralité n'a pas replié, durant ces 40 ans, la Suisse sur elle-même. Dans les guerres, elle a contribué à porter aide aux victimes civiles et militaires, représentant les intérêts des pays engagés en territoire ennemi, lieu de rencontres et de contacts. Dans la paix, alors même que le peuple a refusé la participation à l'organisme politique des Nations Unies, sa neutralité même lui permet de jouer un rôle actif en raison de son indépendance dans la plupart des organisations internationales.

Par ses activités, par l'intensité de ses échanges commerciaux, financiers, culturels, scientifiques, techniques, la Suisse est bien l'un des Etats les plus engagés, les plus imbriqués dans les affaires de l'Europe et du monde. Mais cet engagement encore plus néces-

saire dans les turbulences actuelles requiert notre cohésion. Où en est cette cohésion ? La concordance émoissant les aspérités politiques, le ronronnement des institutions, la réussite et le plein emploi ont pu gommer le sens critique. Un conformisme helvétique a pu se développer dans un tissu de bons sentiments et d'intérêts bien calculés dans le style "tiens ferme ce que tu as afin que nul ne puisse te ravir ta couronne". C'est un sentiment très helvétique.

Pourtant, les fêtes célébrant, cette année 1991, le 700ème anniversaire de la Confédération n'ont pas cédé à la tentation du triomphalisme héroïque qui souligne les grandes commémorations historiques. Les discours inaugurant les manifestations ont plutôt donné dans le mode mineur en prédication de carême, en contrition pénitentielle, le Parlement apportant sa contribution en célébrant en son sein les écuries d'Augias.

"Comment en un plomb vil, l'or pur s'est-il changé ?" serait-on tenté de dire avec Joad dans l'Athalie de Racine. Et changé en moins de 3 ans. Les murs de granit du Palais Fédéral et les statues monumentales de Vibert trembleraient-ils sur leurs bases ? La déambulation des drogués se piquant sous les fenêtres du Palais Fédéral serait-elle le prélude à la déliquescence générale ? Il est vrai que les rodomontades et les effusions de l'apprenti sorcier Gorbatchev, l'ébranlement de l'empire soviétique, la chute du Mur de Berlin pouvaient donner l'impression qu'une ère nouvelle, un grand printemps de désarmement, de paix, de liberté, de prospérité générale dans l'économie de marché allait s'ouvrir. La promesse d'un grand espace économique européen, le zèle attractif de l'intégration communautaire amenaient à douter de la vocation et du rôle de la Suisse, de sa raison d'être dans la rusticité de ses institutions folkloriques.

Il se trouva en 1989 un Suisse sur 3 pour approuver une initiative réclamant l'abolition de l'armée; certes les votations populaires n'ont jamais en Suisse été unanimes à cautionner l'effort militaire mais le tiers des voix demandant l'abolition de la défense s'attaquait cette fois aux principes de base, au lien fondamental quasi existentiel établi entre l'armée milicienne et l'indépendance politique du pays. Or, par cette pratique qui tend sous la coupole fédérale à se généraliser et qui consiste à aller à la rencontre de la minorité, loin de reconforter les convictions des partisans-majoritaires de la défense, sans procéder d'abord à une réflexion globale, sans consulter les cadres supérieurs de l'armée, on s'engagea dans une série de concessions au coup par coup. On minimisa le rôle de l'armée dans la définition de la politique de sécurité. Concernant une réforme de la défense, de toute manière nécessaire dans le nouveau contexte européen, on cautionna les travaux d'une commission hétéroclite dont on distribua le rapport, sans l'avoir soumis à un examen critique, jusqu'à l'unité. Il en résulte une crise de confiance grave dans les milieux attachés à l'armée et, pour ses adversaires, un précieux encouragement à en accélérer le démantèlement.

D'autres incidents, mal maîtrisés, abondamment politisés et médiatisés, sont venus jeter le discrédit et sur les institutions et sur les responsables politiques dans ce pays où le scandale médiatique n'est pas un plat quotidien. On eut le coup de téléphone conjugal et malencontreux de Madame Kopp qui, sous la pression politico-médiatique, conduisit, pour la première fois, un membre du gouvernement en Haute-Cour et, qui plus est, la

première femme élue au Conseil Fédéral. Survint le drame des fiches, système en soi indispensable à la sécurité de tous les pays du monde, mais enflé démesurément par un zèle confinant à la niaiserie, n'épargnant ni les poètes, ni les conseillers fédéraux avant, pendant et après l'exercice de leurs fonctions. On eut enfin la rocambolesque fabulation de l'"armée de l'ombre" organisation confidentielle et restreinte du renseignement et de préparation de la résistance en cas d'agression, datant des années 50, et dont le Conseil National, en 1981, après enquête, avait admis la nécessité. On glisse ainsi d'un gouvernement qui gouverne à un pouvoir d'assemblée dans la confusion des responsabilités, la versatilité des opinions et la lenteur des décisions.

Je conclus en citant un avertissement récent de Fritz Leutwiler : "Nous nous empêtrons dans des querelles sur des points qui ont certes leur importance dans une optique de politique intérieure mais qui, comparés aux grands événements qui se déroulent autour de nous, ont l'air presque dérisoires". Prises séparément, c'étaient des affaires plutôt mineures mais à elles toutes, elles ont terriblement nui à notre Etat et à notre idée de l'Etat. Le débat entre les partis s'épuise en venimosités stériles et personne ne voit ce qui se prépare pour notre pays.

Ce qui se prépare pour notre pays se définit, pour nous, rien moins qu'en termes d'existence et de survie. "C'est une grande folie que de vouloir être sage tout seul", nous rappelait, en 1947, André Siegfried citant La Rochefoucauld dans sa "Démocratie témoin". Nous sommes dans l'Europe, comme nous le faisait constater récemment le Président Mitterrand qui nous conseillait en même temps de ne pas trop nous presser. Nous devons contribuer dans sa plus large extension à l'organisation solidaire et à l'animation de son économie, à la protection impérative et urgente de son milieu vital, à ses règles d'arbitrage, à sa sécurité intérieure et extérieure pour un continent pris dans son sens le plus large.

Mais nous ne saurions à l'avance signer un chèque en blanc à une organisation, dont les structures sont en cours d'élaboration, qui pourrait, centraliste et dirigiste, nous condamner à la satellisation docile. Nous devons, et nos négociateurs s'y appliquent avec fermeté, nous maintenir le maximum de libre arbitre, plus que la subsidiarité dont on parle à Bruxelles, de fédéralisme, de participation aux décisions et de respect de la volonté populaire.

Nous devons, nous réformant, maintenir à notre économie et par nous-mêmes, la force de compétitivité plutôt que l'attendre de l'extérieur. On ne se résigne pas à vivre dans le déclin; nous devons stopper l'extension de la déprime, de la culpabilisation larmoyante et retrouver la fierté et nous affirmer Suisses, maîtres de notre destin.

